

Il n'empêche : en Europe de l'Ouest, la dynamique de recolonisation par le loup est forte. La situation française l'illustre, puisque dans l'Hexagone, les accroissements des territoires et des effectifs restent actuellement de l'ordre de 20 pour cent par an en moyenne, et ce malgré l'existence d'un braconnage avéré et cryptique (caché), comme l'a étudié le biologiste Guillaume Chapron. Étant donné les espaces rendus disponibles par la déprise agricole, les loups français ne peuvent qu'avoir une grande capacité de dispersion.

C'est bien ce que montre le suivi français : des spécimens identifiés en Lozère ou dans les Pyrénées-Orientales l'avaient été plusieurs mois auparavant dans les Alpes. Des loups de souche italo-alpine franchissent même la frontière franco-espagnole pour coloniser la Sierra del Cadi, en Catalogne. La jonction avec les loups espagnols ne semble pas s'être faite, parce que leurs populations se trouvent à l'Ouest et au Sud de la péninsule Ibérique (voir la figure 6), et sans doute aussi parce qu'un braconnage efficace en Aragon et en Navarre isole encore les deux populations.

Un retour à gérer

Cependant, l'espèce ne cesse de surprendre, comme le montre la localisation la plus occidentale d'un loup en France : dans le Gers, en novembre 2012. Plus au Nord, fin 2011, c'est dans les Ardennes belges et même aux Pays-Bas que le canidé a été repéré. Les loups choisissent des marges pour opérer leur retour, mais celles-ci sont de plus en plus centrales (voir les figures 4 et 6).

Tout cela implique qu'une « gestion émergente et active » du loup s'impose. Par cette formule, le chercheur Laurent Mermet, d'AgroParisTech, désigne ce qui constitue dans les faits une gestion intentionnelle de l'entité naturelle la plus favorable à sa conservation. Les aspects biologique et politique s'entremêlent et interagissent dès qu'il s'agit de conservation. Or, dans les politiques européennes, la pensée écologiste, qui semble monter en puissance, est contrebalancée par de puissants groupes de pression d'agriculteurs et de chasseurs.

De nombreux problèmes de conservation d'espèces, de milieux et d'écosystèmes subsistent en Europe. Par exemple, la menace pesant sur les abeilles et sur les pollinisateurs sauvages est inquiétante. Pour

autant, une biodiversité remarquable est en train de se redévelopper, signalée de façon emblématique par les retours des grands rapaces, de la loutre, du castor ou encore du loup. S'agit-il là de l'arbre d'optimisme qui cache la forêt des désastres ? Ou des premiers signes pertinents d'un tournant écologique pris en Europe occidentale ? Il est trop tôt pour le savoir, mais il est clair que le retour du loup aura des effets profonds sur les écosystèmes et sur les systèmes sociaux européens.

Malgré la mauvaise réputation acquise par la France en matière de protection de la

LA FRANCE EST EN TRAIN DE DÉPLOYER son Plan national loup, et la perspective européenne permet de prendre un peu de hauteur quant à la macrofaune de l'Hexagone.

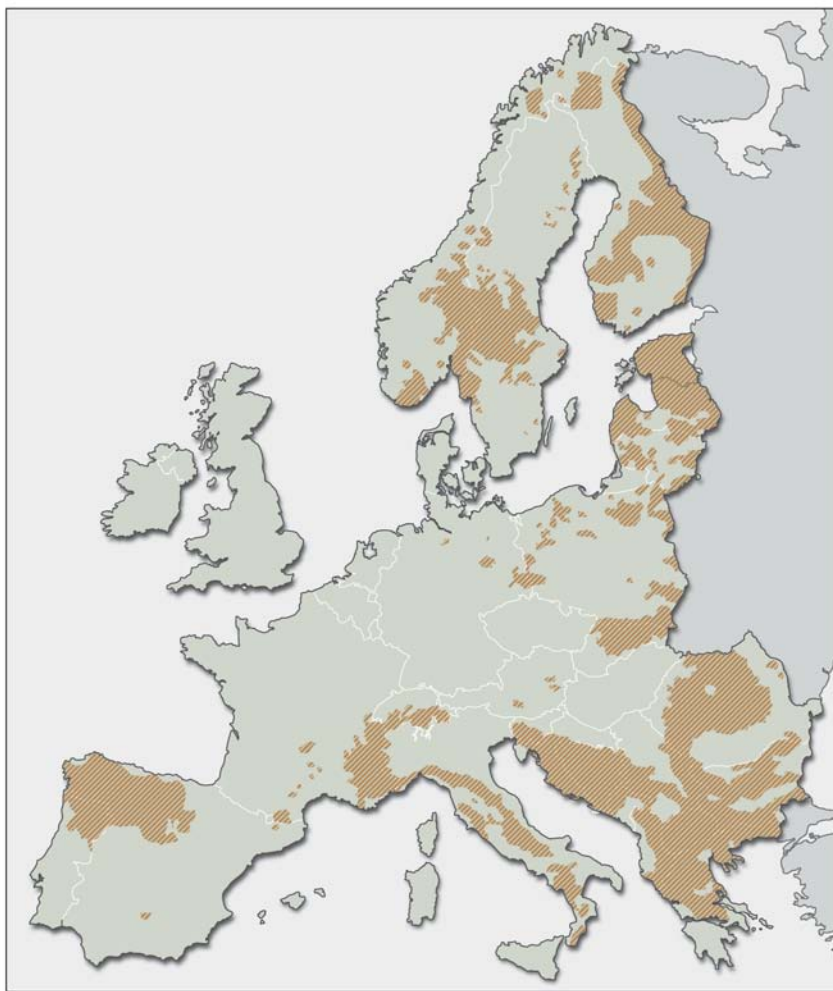
nature et de ses grands prédateurs, ce pays est en train de déployer son *Plan national loup* (2013-2017). À ce propos, la perspective européenne permet de prendre un peu de hauteur quant à la macrofaune hexagonale. La France n'est pas le seul pays européen où des acteurs poussent à réguler fortement les populations lupines. Dans ces pays de cohabitation traditionnelle homme-loup que sont l'Italie et l'Espagne, des conflits accompagnés de braconnage se sont développés dans les régions récemment colonisées par le prédateur.

En Suède, l'opposition est forte en zone rurale, où les populations sont attachées aux activités d'extérieur telles que le ski de fond et la chasse. Par ailleurs, comme les éleveurs français de moutons, les éleveurs lapons apprécient peu les pertes de rennes que leur occasionne le prédateur. Tout cela entraîne un important braconnage. L'intense pression sur les autorités suédoises a rendu possible à la fin de 2009 l'abattage d'une vingtaine de loups par an, afin de limiter la population à 210 individus. Au regard de la fragilité de l'espèce, l'Union européenne menace d'ailleurs régulièrement la Suède d'une procédure d'infraction à la directive *Habitats*. Le cas du loup contredit l'idée répandue que les pays nordiques seraient des modèles écologiques...

Malgré leurs faiblesses, la protection et la gestion du loup en France présentent d'indéniables atouts. Le suivi biologique de l'espèce y a été reconnu d'un niveau de qualité exceptionnellement élevé par une expertise internationale. Grâce à un travail de terrain de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et à un réseau de correspondants de terrain, de nombreux indices de présence (crottes, poils, carcasses, hurlements, prises de vue automatiques, témoignages visuels) permettent de nourrir une base de données. Grâce aux analyses génétiques et à une modélisation, le *Réseau loup* établit les zones



5. LES POPULATIONS DE CERFS ÉLAPHES se développent en France en raison de l'expansion des forêts et des friches agricoles, et en raison de la gestion cynégétique. Ce phénomène favorise aussi le retour du loup, le principal prédateur du cerf. Si la présence de meutes de loups dans les forêts de plaine se confirme, elle constituera un régulateur naturel du cerf et pourrait avoir des effets positifs sur la végétation forestière et agricole.



6. LES ZONES DE PRÉSENCE DU LOUP EN EUROPE DE L'OUEST sont des régions peu habitées par l'homme. C'est particulièrement vrai en Italie, en Espagne, en France et dans toute l'Europe du Sud, où les loups occupent des massifs montagneux. Cela l'est aussi en Suède, en Finlande et en Allemagne, où le prédateur s'est surtout installé dans des régions forestières faiblement peuplées. Pour autant, cet infatigable explorateur a déjà été aperçu au Danemark, en Hollande, en Champagne...

de présence permanente du loup et simule les effectifs pour les estimer, ce qui est difficile s'agissant d'une espèce aussi mobile et discrète. À cela s'ajoutent les mesures d'accompagnement de l'élevage les plus abondantes et les mieux organisées d'Europe à l'échelle d'un territoire aussi vaste.

Toutefois, le dynamisme démographique de l'espèce, la pression des chasseurs et des agriculteurs, ainsi que le coût croissant des indemnités ont incité les pouvoirs publics à limiter la progression des effectifs et des territoires du loup. Dès 2004, le statut de protection intégrale du loup a été remis en cause par des autorisations légales de tir, malgré les protestations écologistes. Pourtant, les éliminations d'animaux sont coûteuses et peu efficaces sur le terrain.

L'espèce poursuivant sa reconquête, le nouveau plan français de gestion s'est efforcé de donner les autorisations et les moyens techniques d'éliminer au moins 24 loups en 2013. Les associations de protection du loup (*Ferus*, la Mission loup de *France Nature Environnement*, le WWF) ont critiqué la décision, qu'elles considèrent comme une annonce visant à contenter les éleveurs, mais en ont pris acte. Ce pragmatisme, dû à une confiance dans la volonté officielle de protection du loup, s'oppose à l'attitude de l'Association pour la sauvegarde de la faune sauvage qui a, elle, dénoncé la « trahison » du ministère de l'Écologie, prêt à éliminer dix pour cent de la population lupine estimée.

Malgré ces tentatives pour apaiser le monde agricole, ce dernier exige davan-

tage, particulièrement au niveau local. À cet égard, soulignons un effet paradoxal de la qualité du suivi scientifique français : ce bel effort fait de science et de bonne volonté se retrouve au service d'une politique régulatrice de l'espèce. Les pouvoirs publics voudraient en effet contenir le loup dans les zones actuelles, alors que son mode de colonisation par bonds expose aujourd'hui l'ensemble du territoire français. De fait, les dernières informations attestent qu'après avoir été vu dans les Vosges, *Canis lupus* l'a été en Haute-Saône, en Ardèche, dans le Gers – et il vient de l'être en Champagne...

Faiblesses de gestion

Les faiblesses d'une gestion « politico-émotionnelle » du loup en France apparaissent. Le poids des élus locaux leur permet d'obtenir facilement des préfets des tirs dérogatoires, quitte à ne pas respecter l'esprit des dispositifs nationaux. L'absence de vision prospective nationale accroît l'effet incendiaire de l'apparition du loup.

Pourtant, en 20 ans de présence de *Canis lupus* sur le sol français, de nombreux enseignements ont été tirés et devraient rendre possibles les anticipations souhaitables. Des chercheurs italiens ont publié une modélisation des espaces favorables à la colonisation du loup dans les Alpes et concluent que le massif est très propice au loup. Dans la majorité des massifs français, de telles études manquent. Or le retour d'un grand prédateur peut avoir des conséquences intéressantes sur les écosystèmes. En Amérique du Nord et en Europe de l'Est, plusieurs études montrent ces effets en cascade sur les grands ongulés, sur la végétation et sur quasiment toute la faune d'un territoire. En Europe de l'Ouest, le lancement d'études analogues s'impose.

L'évidence est là : grâce à sa plasticité et au retour à la nature d'espaces de plus en plus grands, le loup poursuivra sa progression en Europe. Ce phénomène n'est pas bien vu de tous. Attirant l'attention des médias et des pouvoirs publics, le prédateur déchaîne les passions, ce qui est une belle illustration du fait que les questions écologiques et les choix sociétaux sont étroitement imbriqués. Les mobilisations actuelles pourraient avoir un double effet : faire du loup... un bouc émissaire et détourner le regard des gens de cette nature qui redevient sauvage... à pas de loup. ■



CHAQUE MOIS



CHAQUE TRIMESTRE

Retrouvez vos magazines en kiosque ou directement chez vous

POUR LA SCIENCE

La référence de l'actualité scientifique internationale



VERSION NUMÉRIQUE
en format PDF



APPLICATION

sur votre smartphone ou tablette



Retrouvez Pour la Science également sur :



WWW.POURLASCIENCE.FR

